

>>> "Caroline Dodd-Taleb" <Caroline.Taleb@world-psi.org> 06.02.2009 15:38 >>>

Internationale des Services Publics www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>>

Flash ISP

Janvier 2009

L'ISP fait un don à Gaza

L'ISP a remis un don de €15.000 au fonds de solidarité de la CSI dans un élan de fraternité envers les travailleurs et la population de Gaza. Reprenant l'appel lancé par Ban Ki Moon, le Secrétaire général de l'ONU, l'ISP exhorte également la communauté internationale à contribuer à reconstruire les vies des Gazaouis. L'ISP salue le cessez-le-feu et le retrait des forces armées israéliennes de Gaza.

L'ISP exprime son soutien et sa solidarité à l'égard de son affilié à Gaza, le Syndicat général des travailleurs/euses des services de santé. Pendant la guerre, les professionnels de la santé ont été en première ligne de la catastrophe humanitaire. Les services d'urgence des hôpitaux ont dû accueillir plus de 100 victimes quotidiennes lors du conflit, et ce dans des situations extrêmes en l'absence d'électricité ou d'approvisionnement en eau adéquat. Des ambulanciers ont été bombardés et tués. Les médecins ont dû faire des choix difficiles concernant les victimes à traiter en priorité et ont été forcés de refouler de nombreuses personnes considérées comme n'étant pas en danger de mort.

L'ISP continue à surveiller de près la situation et demande à ses affiliés en Palestine et en Israël de s'efforcer de trouver une solution durable dans la région.

Les syndicats français en grève le 29 Janvier

Les syndicats français se réunissent dans leur lutte pour contrer les effets de la crise économique et financière, en particulier concernant l'emploi et le pouvoir d'achat. Beaucoup d'entreprises ont réagi à la crise en réduisant les emplois et les salaires, mais les syndicats proposent des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat et réduire les inégalités. Ils condamnent le fait que les entreprises utilisent la crise pour réstructurer, alors qu'ils continuent de rémunérer leurs actionnaires.

Tous les syndicats français participeront à une grève générale le 29 Janvier. Pour de plus amples détails: www.29janvier2009.fr <<http://www.29janvier2009.fr/>> .

Les syndicats irlandais s'efforcent de trouver un cadre de discussion sur la reprise économique

Brian Cowen, le Taoiseach (Premier ministre) d'Irlande, a engagé les syndicats à aider le gouvernement à réduire les dépenses publiques de €2 milliards supplémentaires. IMPACT, le principal syndicat du secteur public du pays et un affilié de l'ISP, a néanmoins garanti à ses membres qu'il ne négociera aucune mesure en dehors d'un cadre global reconnaissant que tous les acteurs doivent apporter une contribution à la mesure de leurs moyens sur une période de reprise à moyen terme.

Le Congrès irlandais des syndicats (ICTU) est en pourparlers avec des représentants du gouvernement en vue de déterminer si les partenaires sociaux parviennent à convenir d'un tel cadre.

Peter McLoone, le Secrétaire général d'IMPACT, a déclaré que si les partenaires sociaux étaient disposés à trouver un accord, toutes les parties prenantes devraient prendre des engagements relatifs à la crise urgente des finances publiques et à la nécessité d'économiser €2 milliards en 2009. « Il s'agit d'un problème réel et immédiat et la masse salariale du secteur public représente une partie de la solution, quelle qu'elle soit. Cela entraînera certainement des difficultés importantes pour nos membres. Or, nous avons clairement souligné que les fonctionnaires et d'autres employés ne sont pas responsables de cette crise. Si nous reconnaissons la dure réalité, nous ne demanderons pas pour autant aux travailleurs de supporter le fardeau à eux seuls », a-t-il déclaré.

La Bolivie rejette l'AGCS relatif aux services de santé

Le 11 novembre 2008, la Bolivie a fait part de son intention de modifier certaines de ses obligations en matière de commerce international relatives aux services de santé découlant de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). La Bolivie avait précédemment pris des engagements dans le cadre de l'AGCS permettant à des entreprises privées d'autres pays membres de mener des activités dans les services hospitaliers du pays. Or, elle souhaite désormais rompre ses engagements afin que les services de santé restent publics.

Conformément au règlement de l'OMC, la Bolivie peut se voir contrainte d'offrir des compensations aux autres pays membres si elle décide de revoir ses obligations commerciales fixées par l'AGCS.

L'ISP souhaite obtenir des informations de la part de syndicats de Bolivie et d'autres pays concernant le résultat de cette modification. Contactez Jorge.Mancillas@world-psi.org.

Grève des employé-e-s indiens du secteur énergétique de l'Uttar Pradesh

Le 1er janvier, quelque 45.000 employé-e-s et ingénieurs de l'entreprise publique d'électricité de l'Uttar Pradesh ont entamé une grève illimitée pour protester contre le refus du gouvernement de mettre en œuvre les recommandations de la Sixth Pay Commission (sixième commission des salaires). Le courant n'a pas été rétabli et le recouvrement des recettes a été perturbé.

Le gouvernement de l'État a déployé du personnel de sécurité supplémentaire dans les centrales électriques et a mobilisé des ingénieurs et du personnel technique d'autres services publics de distribution d'énergie afin de maintenir les services.

Suite à des rumeurs faisant état de l'arrestation de trois dirigeants syndicaux, le syndicat VKSSS (Vidyut Karamchari Sanyukt Sangharsh Samiti) a déclaré que ses membres se présenteraient en masse pour être détenus si les syndicalistes ou d'autres employés étaient persécutés ou emprisonnés.

La direction de l'entreprise a menacé de faire appel à un déploiement important de forces de police au cas où les employé-e-s formaient un piquet de grève ou manifestaient. Au cours des prochains jours, le syndicat mènera des discussions avec les ministres de l'État et des finances.

Les syndicats lithuaniens organisent une grande manifestation

Le 16 janvier, les syndicats lithuaniens ont organisé une grande manifestation devant le Seimas (Parlement) et les bâtiments du gouvernement de la capitale, Vilnius. Les manifestants ont exhorté le gouvernement à faire des économies en réduisant les dépenses liées à l'appareil de l'État, en introduisant un impôt sur l'immobilier et en adoptant un système fiscal progressif. Les syndicats exigent que le traitement de base des fonctionnaires et le financement des institutions fournissant des services publics ne soient pas réduits. Par ailleurs, ils réclament que les biens publics stratégiques (tels que les chemins de fer lithuaniens, par exemple) ne soient pas privatisés et que les relations employés/employeurs ne soient pas libéralisées à la hâte.

Travailleurs/euses sous contrat dans le secteur de l'eau en Inde

Le Tamil Nadu Water Supply and Drainage Board Workers' Union (syndicat de l'entreprise responsable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans le Tamil Nadu en Inde) a exigé la régularisation des travailleurs/euses sous contrat et l'adoption de mesures permettant de pourvoir les nouveaux postes vacants. Depuis 1998, l'entreprise a recruté un certain nombre de travailleurs sous contrat pour des projets de distribution d'eau. Le syndicat considère qu'elle aurait dû embaucher du personnel permanent pour mener ces projets. Les travailleurs/euses sous contrat sont très mal rémunérés en dépit de journées de travail d'une durée de 12 à 16 heures. Le syndicat a demandé que la régularisation de ces travailleurs prenne effet dès leur premier jour de travail sur une base contractuelle. Le gouvernement de l'État a émis un décret relatif au pourvoi de 2.037 postes vacants afin qu'il y ait suffisamment de travailleurs pour poursuivre les projets de distribution d'eau potable.

Oscar Fernandes, le ministre indien du Travail, a déclaré que la conférence du travail prévue à New Delhi au cours des prochaines semaines examinera les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs/euses sous contrat et débattra de la nécessité ou non d'introduire une loi exhaustive pour protéger leurs intérêts.

Canada : emplois dans le secteur de la santé menacés

Les syndicats de l'Ontario, au Canada, préviennent que près de 5.000 emplois dans le domaine de la santé, équivalents à 9 millions d'heures de soins dispensés aux patients, pourraient être supprimés si les hôpitaux continuent à être dotés d'un budget provincial insuffisant.

Mike Hurley, le président du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, qui fait partie du Syndicat canadien de la fonction publique, explique qu'en 2008, les hôpitaux ont bénéficié d'une augmentation du financement de la part du gouvernement provincial à hauteur de 2,4 pour cent alors que le taux d'inflation dans le domaine des soins de santé s'élevait à 3,5 pour cent.

« Nous prévoyons qu'au cours du prochain exercice (...) il y aura une réduction d'effectifs substantielle et durable comme nous n'en avons pas connue depuis longtemps. »

Les pertes se traduiront par des temps d'attente plus longs pour la population ainsi qu'une « détérioration générale » de la qualité des services, a-t-il ajouté.

Le 12 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse organisée par le Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile, le SCFP, le Syndicat des employé-e-s de la fonction publique de l'Ontario, la Fédération du travail de l'Ontario ainsi que l'Union internationale des employé-e-s de service, Hurley a averti que les hôpitaux ruraux et de petite taille étaient tout particulièrement menacés.

David Caplan, le ministre de la Santé de l'Ontario, a mis en avant que son gouvernement avait fait ses preuves dans le domaine de la santé. « Il n'y a eu aucune coupe budgétaire », a-t-il déclaré. « Le budget de mars prévoit une augmentation de 2,1 pour cent du financement des hôpitaux pour la période de 2009-2010 et cela reste inchangé. »

Hurley a fait remarquer qu'en dépit de cette hausse, qui reste inférieure à l'inflation de 1,4 pour cent, le nombre de postes qui ne seront pas repourvus s'élève jusqu'à 4000 et le nombre de licenciements jusqu'à 1000 dans les hôpitaux de l'Ontario.

Rapport 2008 sur l'état de la migration dans le monde

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a récemment publié le Rapport 2008 sur l'état des migrations dans le monde. Ce rapport, consacré à la thématique « Gestion de la mobilité de la main d'œuvre dans une économie mondiale en mutation », fait valoir qu'en raison des exigences d'efficacité accrue de la production pour répondre à une concurrence mondiale féroce, les travailleurs/euses évoluent de plus en plus dans un monde du travail interconnecté, entraînant une plus grande mobilité de la main d'œuvre. En reconnaissance de ses activités en matière de migration, l'Internationale des Services Publics a été chargée de rédiger, pour ce rapport, un article d'une page concernant les conséquences sociales de la migration sur les travailleuses de la santé. Le rapport est disponible sur <http://www.iom.int/jahia/Jahia/newsArticleEU/cache/offonce/lang/fr?entryId=20343> <<http://www.iom.int/jahia/Jahia/newsArticleEU/cache/offonce/lang/fr?entryId=20343>> .

Des syndicats de l'ISP du Guatemala exigent la nationalisation de la distribution d'électricité

En coopération avec d'autres organisations sociales avec lesquelles ils forment le Frente Nacional de Lucha (Front national de lutte), les syndicats de l'ISP du Guatemala demandent au président Alvaro Colom de renationaliser les entreprises de distribution d'électricité actuellement aux mains de deux entreprises espagnoles, Union Fenosa et Iberdrola. Un communiqué émis le 19 janvier somme les deux entreprises de rendre à leurs usagers les montants excessifs facturés et demande au gouvernement de résilier les contrats conclus avec ces entreprises il y a près de vingt ans. Dans le cadre de la campagne internationale de l'ISP en faveur des services publics de qualité au Guatemala, ils ont été exhortés à rendre les réseaux de distribution électrique à l'Institut national d'électrification (INDE), une entreprise publique en mesure de fournir ce service de manière efficace.

L'OMC lance une nouvelle base de données sur les accords commerciaux régionaux

L'OMC a lancé une nouvelle base de données sur les accords commerciaux régionaux (ACR), qui contient tous les renseignements pertinents reçus par l'OMC après notification par un Membre de l'établissement d'un ACR.

Lire le communiqué de presse ici: [<http://www.wto.org/french/news_f/pres09_f/pr548_f.htm>](http://www.wto.org/french/news_f/pres09_f/pr548_f.htm)

Accéder à la base de données ici: [<http://rtais.wto.org/?lang=2>](http://rtais.wto.org/?lang=2)

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>